



**FORUM POUR LE RENFORCEMENT DE
LA SOCIÉTÉ CIVILE**

CRISE HUMANITAIRE DANS LES CAMPS DES REFUGIES CONGOLAIS

SONNETTE D'ALARME

**« PARCE QU’ILS MÉRITENT L’HUMANITÉ,
SOYONS HUMAINS ENVERS EUX »**

Ouvert en urgence autour en décembre 2025 pour faire face à un afflux massif de milliers de réfugiés congolais fuyant les combats entre les Forces Armées Congolaises et le Mouvement M23 à l'est de la RDC, le camp de réfugiés congolais de Busuma, situé dans la commune de Ruyigi, province de Buhumuza traverse une crise humanitaire sans précédent. Ce camp, initialement conçu comme site de transit d'urgence, accueille aujourd'hui plus de 70.000 personnes selon les données du HCR et depuis janvier 2026 les conditions de vie de ces réfugiés qui s'y retrouvent deviennent précaires du jour le jour selon plusieurs organisations internationales et organismes humanitaires opérant dans ledit camp¹. Ces organismes humanitaires comme Médecins Sans Frontières (MSF) ne cessent d'alerter sur un risque élevé d'épidémies multiples dues au manque d'abris adéquats et d'installations sanitaires suffisantes, le faible nombre de latrines et l'accès limité à l'eau potable favorisent la propagation de maladies contagieuses et accroît les maladies hygiéniques. Cette situation désastreuse dans laquelle se trouvent les réfugiés congolais du camp de Busuma entraîne de graves conséquences sur leur vie socio-sanitaire en l'occurrence

Des réfugiés exposés à de nombreuses risques sanitaires

Traversant une crise humanitaire alarmant, le camp de réfugiés de Busuma enregistre présentement des dizaines de décès par jour, majoritairement des enfants, des femmes et des personnes âgées, en raison des conditions de vie intenable entraînant une fragilité sanitaire devant une assistance humanitaire insuffisante. Selon le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), les services de santé à Busuma sont « gravement surchargés » : une seule clinique mobile assure entre 1500 et 2000 consultations par jour, principalement pour des cas de paludisme et de diarrhée aqueuse aiguë. Les mauvaises conditions d'hébergement, aggravées par le froid intense, rendent la situation particulièrement alarmante, tandis que l'accès à l'eau et à l'assainissement reste « extrêmement insuffisant ».

Par souci de survie, des tentatives de sortir du camp malgré l'interdiction

Par instinct de survie, les réfugiés en détresse tentent toujours de franchir les barrières tenues par les policiers qui assurent la garde de sécurité dans le camp ou les Imbonerakure, la ligue des jeunes du CNDD-FDD quand ils sortent du camp, afin de trouver de quoi mettre sous la dent ou faire nourrir leurs familles. En dépit de ce blocage, certains réfugiés parviennent à sortir du camp sous la facilitation de certains policiers exigeant pots de vin de 200.000Fbu. De surcroît, plusieurs réfugiés ont tenté de regagner de force la RDC malgré la fermeture des frontières, mais ont été arrêtés et reconduits de force dans le camp.

Une insécurité bouillonnante à l'intérieur du camp et dans ses environs

Une ébullition subversive s'est produite au camp des réfugiés de Busuma du fait que ces réfugiés déplorent les conditions dans lesquelles ils vivent et réclament leur retour en RDC criant haut et fort qu'ils veulent à tout prix rentrer chez eux : « Tunataka kurudi kwetu », « HCR, turidishe kwetu Congo »². Le camp des réfugiés de Busuma et ses environs est devenu le théâtre d'une insécurité inouïe où ces réfugiés congolais causent du désordre à l'intérieur et à l'extérieur du camp jusqu'à menacer les humanitaires qui y travaillent et ne leur facilitent pas leur travail d'intervention humanitaire.

¹ <https://www.youtube.com/shorts/bbQSGbKX8BM>

² « Nous voulons rentrer chez nous », « HCR, aide-nous à nous rapatrier »

Ce 19 février 2026, ils ont failli abîmer les véhicules du HCR et autres partenaires humanitaires de ce camp par des jets de pierres. Ils ont même détruit la clôture et les abris en tentes du HCR, le matériel médical a été saccagé et ont érigé des barrières pour barricader tout passage pour intervention. Pour libérer les humanitaires et leurs biens, la police est intervenue en grand nombre et s'est heurtée à une farouche résistance de ces réfugiés avant de tirer en l'air et a pu maîtriser la situation

L'administration provinciale de Buhumuza s'implique pour calmer la situation

Le désordre qui règne à l'intérieur du camp de Busuma menace la population environnante du camp et les réfugiés qui s'y retrouvent, constitués des FARDC et Wazalendo sèment la terreur et volent dans les champs des riverains sans que personne ne peut les empêcher. La population de Busuma demande aux autorités administratives de laisser ces réfugiés partir chez eux ou chercher un autre emplacement isolé où ils ne pourront pas causer des dégâts au sein de la population. Pour calmer la situation le gouverneur de province de Buhumuza a, en date du 20 février 2026, convoqué une réunion d'urgence des administratifs, forces de l'ordre et des services techniques y compris les ONG et agences humanitaires opérant dans le camp ainsi que les représentants des réfugiés pour connaître les fondements de cette colère dévastatrice et tenter de trouver une solution mais cette réunion a accouchée d'une souris du fait que ces réfugiés continuent à accuser les autorités burundaises de les bloquer à rentrer chez eux alors qu'elles ne sont pas en mesure de les prendre en charge.

Des arrestations et détention des réfugiés de Busuma qui sortent du camp

Le malheur ne vient jamais seul, des arrestations et emprisonnements se font remarquer suite à des sorties non autorisées comme il en a été en date 21 février 2026 où des réfugiés ont été accusés d'avoir quitté le camp sans « billet de sortie. D'autres réfugiés sont interpellés à leur retour lorsque leurs billets, souvent valables pour moins de quinze jours, expirent avant qu'ils n'atteignent les points de contrôle, or, sans papiers, chaque déplacement devient un risque. D'après leurs témoignages, beaucoup d'entre nous n'ont pas encore reçu de carte de réfugié. Quand on veut aller à Bujumbura, pour une visite familiale ou chercher du travail afin de nourrir nos familles, on nous accuse d'avoir l'intention de retourner en RDC³
Une obligation à la population pour aide humanitaire aux réfugiés de Busuma en détresse⁴

Pourtant plein d'organisations humanitaires comme la GVC, le HCR, la COPED, CARITAS, PAM, OMS, MSF, SAD, FNUAP, ABUBEF, TPO, AIRD, Croix Rouge du Burundi,...le camp des réfugiés de Busuma fait face à un désastre humanitaire sans précédent.

Face à cette situation, les autorités administratives de Buhumuza obligent les populations de cette province à apporter une aide aux réfugiés dudit camp et les administratifs à la base ainsi que les imbonerakure sont confiés la tâche de sillonner toutes collines et les quartiers, les bistrots et les services divers pour demander à quiconque de contribuer à sa hauteur pour venir en aide aux réfugiés du camp de Busuma. Les habitants de Buhumuza se demandent si la population peut remplacer le HCR pour assurer d'une assistance humanitaire aux réfugiés mais

³ <https://www.sosmediasburundi.org/2026/02/21/ruyigi-des-dizaines-de-refugies-congolais-derriere-les-barreaux-pour-avoir-quitte-leurs-camps/>

⁴ <https://forscburundi.org/quand-le-gouvernement-de-gitega-tente-une-assistance-humanitaire-au-travers-des-contributions-forcees-du-peuple-lambda-en-remplacement-au-hcr/>

craignent plutôt une stratégie de rançonner la population sous les allures d'un geste de solidarité.

Une crise humanitaire pareille est vécue par d'autres réfugiés congolais installés au Burundi et peut-on citer : le site de transit de Cishemere en commune Cibitoke ainsi que le camp des réfugiés de Musenyi en commune Giharo de la province Burunga.

LES REFUGIES DU SITE DE TRANSIT DE CISHEMERE EN DANGER

Soixante-cinq réfugiés congolais du site de transit de Cishemere, en commune Cibitoke, province de Bujumbura dont la majorité sont des enfants ont déjà perdu la vie en moins de deux mois (de janvier au 25 février 2026) Les responsables sanitaires précisent que ces décès sont dus principalement aux conditions de vie intenable se manifestant en manque criant d'eau potable, à l'épidémie de choléra et au paludisme ainsi que la surpopulation extrême du camp. Le site, initialement prévu pour accueillir 1000 personnes, abrite aujourd'hui plus de 8000 réfugiés. Les conditions de prise en charge sont très précaires et le manque criant de médicaments vient aggraver la situation.

Des infrastructures insuffisantes face à une santé fragile des réfugiées

Les installations sanitaires sont largement dépassées. Deux salles seulement servent d'infirmerie. Une d'elles abrite plus de cinquante nourrissons hospitalisés, parfois trois ou quatre sur un même lit et l'autre salle accueille indistinctement hommes et femmes, sans équipements suffisants. Les réfugiés dénoncent un abandon et vivent dans des conditions de vie indignes. Outre le paludisme et le choléra qui font rage, la malnutrition aggrave l'état de santé de nombreux occupants du camp.

Les autorités burundaises évoquent une faiblesse de capacité d'accueil

Un cadre de l'Office National pour la Protection des Réfugiés et des Apatrides (ONPRA), qui collabore avec le HCR, explique que les transferts vers les sites définitifs ont été suspendus faute d'espace. Les autorités attendent l'aménagement de nouveaux sites dans les communes de Ruyigi, en province de Buhumuza. Interrogé sur la multiplication des décès, ce responsable affirme avec dédain « qu'il n'existe aucun endroit au monde où l'on ne meurt pas », tout en assurant que les équipes techniques s'efforcent de suivre la situation pour y remédier dans la mesure du possible.

LES REFUGIES CONGOLAIS DU CAMP DE MUSENYI EN DETRESSE⁵

Déjà en avril 2025, une sonnette d'alarme a été lancée par plusieurs voix humanitaires pour dénoncer la précarité vitale des réfugiés congolais du camp de Musenyi, situé dans la commune de Giharo, province de Rutana. Cette alerte mettait en lumière l'urgence humanitaire face à une grave pénurie de vivres et de soins médicaux pour les réfugiés congolais de Musenyi confrontés à une détérioration de leurs conditions de vie et les sources médicales sur place précisent que la majorité des enfants souffraient de malnutrition sévère, les exposant à divers problèmes de

⁵ <https://forscburundi.org/burundi-crise-humanitaire-a-musenyi-les-refugies-congolais-en-detresse-face-a-la-precarite/>

santé. L'absence d'abris adéquats vient empirer une situation déjà critique pour permettre la propagation des maladies respiratoires dans le camp, particulièrement chez les petits enfants. Cette situation désastreuse perdure et les réfugiés de Musenyi lancent un cri d'alarme pour appeler aux organisations humanitaires pour une intervention rapide afin de limiter les pertes humaines et d'assurer à ces populations vulnérables un minimum vital. Sans une intervention rapide, le bilan pourrait s'alourdir et la communauté internationale doit entendre cet appel au secours et agir sans délai pour éviter que cette crise humanitaire ne tourne à la catastrophe.

Eu égard de ce qui précède FORSC constate avec regret que les réfugiés congolais trouvant dans différents sites et camps vivent dans des conditions déplorables et lance la présente sonnette d'alarme en recommandant ce qui suit :

Au gouvernement du Burundi

De mobiliser tous les efforts en vue d'installer des abris adéquats et suffisants répondant à un traitement digne et humain au bénéfice de ces réfugiés

Octroyer des permis/certificat de résidence aux réfugiés pour protection juridique et leur permettre d'exercer leur droit d'aller et de venir en vue de subvenir à leurs besoins vitaux

Mobiliser tous ses partenaires pour venir en aide aux réfugiés en détresse et répondre à leurs besoins fondamentaux notamment la sécurité, l'eau potable, l'alimentation, le logement, les soins de santé, la scolarité, etc.

Aux organisations internationales et humanitaires

Appuyer le gouvernement dans l'installation humaine des réfugiés et subvenir à leurs besoins fondamentaux y compris adduction d'eau, alimentation saine, logement adéquat ainsi que l'approvisionnement sanitaire

Aux organisations de la société civile et les médias

Poursuivre l'action de monitoring et médiatisation des conditions de vie des réfugiés en vue d'alerter sur tous les cas de traitements inhumains et mise en précarité vitale

Faire un plaidoyer basé sur les résultats du monitoring en vue de mobiliser les humanitaires quant à subvenir aux besoins vitaux des réfugiés